

La montée collective en compétences, paradigme nécessaire pour porter les savoirs territorialisés ?

AUTEUR-ES

Lionel PRIGENT,
Hélène MARTIN-BRELOT,
Maxime PAILLER

RÉSUMÉ

Est-il possible de dépasser la mise en compétition des territoires ? Mobiliser et partager des savoirs territorialisés pourraient constituer une alternative favorable au vivre-ensemble. Cette proposition fait de la coopération une condition nécessaire, mobilisée à différentes échelles (spatiales, sociales...) à partir de préoccupations locales. Des chemins creux en centre Bretagne aux dispensaires du nord du Cameroun, sont ici rapportées, dans le cadre d'une recherche-action, des expérimentations au cours desquelles un problème local puis des réponses ont surgi grâce aux interactions entre les parties prenantes (populations, élus et services, associations, chercheurs). Si cette construction et cette dissémination des savoirs territorialisés influencent le travail du chercheur face à son sujet (la question posée), à son terrain d'étude (le territoire) et aux personnes interrogées mais aussi bien davantage mobilisées, la montée collective en compétences appelle de nouveaux besoins en ingénierie territoriale de proximité, et une offre de formation adaptée.

MOTS CLÉS

ressources, ingénierie, compétences, posture, proximité, ruralité

ABSTRACT

To move beyond making territories competitive, the sharing of territorialised knowledge offers a specific alternative for living together. In this paradigm, cooperation seems necessary to enable a multi-scalar approach (from a spatial, sensitive and social point of view). These new practices question the relaying of territorialised knowledge, which is itself the result of local concerns and experiments. From sunken paths in central Brittany to dispensaries in northern Cameroon, the authors describe processes of action-research in which territorialised knowledge responds to precarious situations. This reconfiguration of the dissemination of territorialised knowledge opens up new perspectives, both in the researcher's relationships to his subject of study (the territory), to decision-makers (elected representatives) and to the populations encountered (local residents). This overall rise in global competences allows to target needs in local territorial engineering, which in turn questions the range of training courses available in the field of spatial planning.

KEYWORDS

Resources, Engineering, Skills, Posture, Proximity, Rurality

Numérisation, urgence écologique, crise de sens et de confiance dans l'avenir appellent à renouveler les façons d'aménager les territoires : en considérant leur diversité, les énergies et les motivations individuelles qui en émanent (Veltz, 2018) ; en passant, aussi, d'une politique d'urbanisme jusque-là essentiellement centrée sur l'offre à une action publique prenant en compte la demande et les usages (Offner, 2018).

Encore balbutiantes, les démarches d'interterritorialité (Vanier, 2008) se développent à la faveur d'une meilleure interconnaissance des acteurs publics, privés et associatifs. Les cas traités dans cette communication – du centre Bretagne au Cameroun – témoignent d'expériences qui s'appuient sur des savoirs territorialisés. Ceux-ci relèvent d'une prise en compte des spécificités locales, des intérêts, des connaissances et des pratiques réelles des populations. Relayées par de jeunes chercheurs, de nouvelles formes d'ingénierie territoriale se mettent en place, visant avant tout le repérage et la coordination des potentialités pour une action ciblée spatialement et thématiquement. Les démarches entreprises dans ces territoires montrent que la dynamique, la confiance et la montée collective en compétences ainsi générées sont préférées à la recherche d'attractivité. Par « compétences », nous entendons la capacité d'une personne à mobiliser des ressources (connaissances et concepts, modes de raisonnement, habiletés techniques et gestuelles) pour agir en situation (Mayen *et al.*, 2010).

En interrogeant la mobilisation des savoirs territorialisés comme source d'innovation et le rôle de l'expert dans ce contexte, cette communication invite à considérer quelle nouvelle posture – scientifique, technique et politique – il conviendrait d'adopter à l'intérieur et vis-à-vis de ces territoires apprenants.

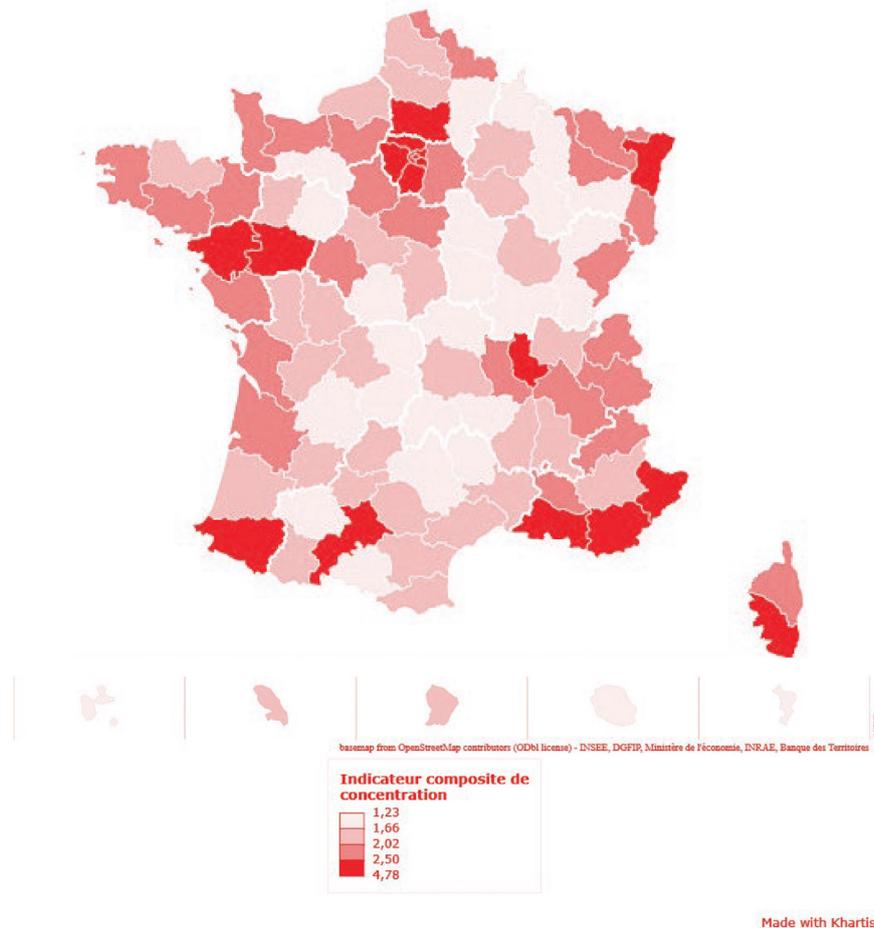
UNE PROXIMITÉ AVEC LE TERRITOIRE, DANS UNE LOGIQUE *BOTTOM-UP*

La place disparate de l'ingénierie territoriale

Le rapport du groupe SCET (Ottevaere & Farineau, 2023) est sans appel : de nombreux territoires sont sous-dotés en compétences qualifiées pour mener à bien des projets de territoire de plus en plus complexes, multi-acteurs. L'ingénierie territoriale – ensemble

des expertises mobilisées en amont d'un projet local –, tend à se concentrer dans les métropoles. Différents programmes nationaux récents (Petites villes de demain, Action cœur de ville...) ont toutefois permis à des collectivités, souvent de taille moyenne, de recruter des chefs de projet, des chargés de développement local, etc. Plus largement, la diffusion spatiale de l'ingénierie territoriale jusque dans les territoires ruraux bénéficie du contexte de critique de la métropolisation et de crise aiguë, écologique et sociétale. Même si l'exode urbain annoncé ne s'est pas produit suite à la pandémie de 2020-2021, quitter les métropoles pour des villes de taille plus réduite est devenu un phénomène plus régulier¹. On pourra observer d'ici quelques années les effets de cette relocalisation des compétences et la manière dont les « valeurs » recherchées (cadre de vie plus naturel, mieux-être, etc.) rencontrent celles des territoires actuellement moins favorisés économiquement, pour produire, « d'en bas », des innovations tant techniques que sociales.

Figure 1. La disponibilité des compétences, une nouvelle diagonale du vide
Source : SCET, Banque des territoires



Le plan de relance permettrait d'accélérer le passage d'une « territorialisation des savoirs » propre à un mode de gouvernement centralisé à une « production de savoirs territorialisés » (Jeanneret, 1994), amorcée au début des années 1990 avec le renforcement de la décentralisation, la mise en œuvre de politiques publiques locales et un rapprochement progressif entre milieux de recherche et d'action et sociétés locales. La possibilité de réaliser des thèses CIFRE² depuis 2006 au sein de collectivités locales ou d'associations d'intérêt général a offert de nouvelles perspectives d'actions d'aménagement adaptées aux spécificités des contextes territoriaux et rapidement mobilisés.

Les compétences des agents et des élus locaux, fondées sur une pratique et une gestion de leurs territoires communaux, mais aussi sur un apprentissage parfois difficile de l'intercommunalité, entrent dès lors en résonance avec celles de personnes entraînées à l'interdisciplinarité dans différentes formations ayant trait à l'ingénierie territoriale. La capacité à mener des diagnostics, à comprendre les jeux d'acteurs et à accompagner la recherche de financement et le montage juridique des dossiers sont des atouts recherchés. Les dimensions écologiques et participatives font désormais partie intégrante des propositions à formuler, et c'est sans doute sur ces deux points que la mobilisation de savoirs territorialisés est devenue la plus essentielle.

Au-delà des connaissances factuelles sur le territoire dans sa matérialité, ils portent sur ce qui constitue son identité réelle, la culture relationnelle qui s'y déploie, la perception de l'acceptabilité ou non de certaines solutions. En ce sens, ils permettent de ne pas négliger, au profit de formes de classification, de standardisation et d'abstraction, « les mécanismes et les processus informels d'ajustement pourtant essentiels à la préservation d'ordres sociaux viables » (Scott, 2021).

¹ Voir « L'exode urbain ? Petits flux, grands effets. Les mobilités résidentielles à l'ère (post-)Covid » suite à l'étude « Exode urbain : impacts de la pandémie de Covid-19 sur les mobilités résidentielles » pilotée par le Réseau rural français et le PUCA (Plan urbanisme, construction, architecture).

² Conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE).

La compréhension des limites d'une valorisation « marchande » : comment retrouver l'entière des territoires ?

Les politiques fondées sur la « compétitivité, attractivité, métropolisation, excellence » (Bouba-Olga & Grossetti, 2018) en arrivent aujourd'hui à une forme d'épuisement : ruissellement des politiques d'attractivité et de compétition à toutes les échelles territoriales – la concurrence comme mantra –, similitude et banalisation des messages diffusés, indifférenciation des images et des supports, autoréférencement des actifs mobilisés car la mesure de leur valeur est trop souvent réductrice et difficilement quantifiable. Cela est d'autant plus exacerbé par les logiques d'appels à projets qui semblent devenues courantes dans les politiques publiques et qui orientent toute l'attention sur des indicateurs de performance souvent réducteurs. Les études visent alors à donner des mots qui qualifient un territoire, mais peinent à définir les maux des bassins de vie recensés.

Pour dépasser l'âpre mise en compétitivité et ses effets, il faut de nouvelles approches pour renouveler l'attention aux territoires, qui s'attachent à analyser l'hospitalité pour les populations mais aussi la place que peut prendre un cadre de vie authentique et spécifique. Un autre paradigme serait donc possible : celui de la coopération et de la montée en compétences. Les savoirs territorialisés issus d'expérimentations peuvent inspirer d'autres territoires. Une montée en généralités est alors nécessaire pour favoriser l'appropriation. Peuvent à cet égard être mis en avant le rôle, les valeurs et la posture propres au chercheur.

VERS UN TERRITOIRE APPRENANT

Devant l'émergence d'une « société de la connaissance », nous tentons ici d'illustrer les conditions de mise en œuvre d'une société « apprenante » (Nylan, 2002) pour des territoires qui doivent s'adapter à des mutations rapides et à une forte mise en concurrence. Ces dynamiques laissent en effet, *a priori*, peu de temps pour construire et s'approprier des savoirs territorialisés. Le temps de l'expérimentation permet d'identifier les conditions et les moyens de mobilisation pour une montée en compétences des parties prenantes. Nous relatons ici une mobilisation d'acteurs locaux, en situation de précarité, qui traduit des mécanismes collectifs et pédagogiques.

Figure 2. Visuels résumant la démarche mise en œuvre dans le cadre du plan de paysage à Saint-Vran
Source : Prigent, Martin-Brelot & Paillet



La reconquête d'un ancien réseau de chemins creux

Nous relayons une situation sur un même territoire à partir de deux préoccupations. D'une part, une dimension attractive prônée par les institutions autour de la valorisation d'une voie verte qui traverse le territoire breton d'est en ouest. Le tracé de cette piste cyclable est dicté par des qualités paysagères mises en avant à partir « d'actifs naturels » (étangs, haies, boisements...). La « fraîcheur » annoncée par l'intercommunalité et ses services promet la présence d'un paysage ressourçant. Or, depuis cette voie verte, la commune de Saint-Vran (22) souhaite créer une promenade selon un axe nord-sud. C'est une promesse politique formulée lors de la campagne électorale, dont l'objectif vise à proposer un axe de circulation alternatif aux routes départementales, à destination des habitants.

À partir d'un même paysage, nous pouvons observer deux visions *a priori* peu conciliables. Un apport d'ingénierie territoriale, dans le cadre d'une thèse CIFRE, a permis de déceler trois problématiques communes : l'oubli de patrimoines agricoles, un sentiment d'urgence face à la crise écologique et un manque de légitimation d'actions discrètes menées par les acteurs locaux. Un récit est élaboré qui mise sur l'enjeu de la reconquête d'un réseau de chemins creux pour relier différentes polarités du territoire. Ce récit est destiné aux services de la DREAL³, montrant comment la démarche entend rapporter des préoccupations plus locales à une visée stratégique de développement, articulée autour d'enjeux pédagogiques⁴.

À l'issue de ces actions, nous pouvons observer le glissement d'un récit de précarité de moyens (par les acteurs locaux) à une mise en légitimité d'acteurs invisibles. Le processus a permis de déceler la mémoire et les pratiques propres à la construction des paysages bocagers. Par la suite, le relais de l'expérimentation tenue à l'échelon communal est relayé à l'échelle intercommunale. Dans ce cas, le territoire est fondé sur la proximité (géographique et/ou relationnelle) des acteurs et de leurs réseaux qui en fixent les contours, au sein desquels ils se concertent, échangent des savoirs territorialisés (sur les espaces présents, etc.) et travaillent ensemble autour de défis communs. Cette démarche interroge l'ingénierie mise à disposition d'acteurs locaux dans une logique *bottom-up* qui a été plébiscitée. Le processus de mise en récit des devenirs du territoire invite les élus locaux à monter en compétences tout en étant accompagnés.



3 Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

4 Le récit institutionnel a été articulé avec une offre de formation d'un établissement de l'enseignement agricole jouxtant la commune. Cette démonstration sera explicitée lors du colloque, notamment dans l'énonciation des savoirs territorialisés que les apprenants (et leurs référents) ont dû acquérir.

Ce besoin questionne le recrutement au sein des EPCI⁵ afin de permettre la création et l'appropriation de savoirs territorialisés et des offres de formation qui sont actuellement à destination des chefs de projets.

L'organisation d'un adressage par l'implication d'un savoir territorialisé

Interroger l'ingénierie mise à la disposition d'acteurs locaux a également été l'objectif de l'initiative portée depuis 2019 par l'association Benka Life⁶, la ville de Banka et le district de santé de Bafang (Cameroun). Tous constataient la difficile mise en œuvre d'un système d'adressage classique et ses impacts dans la vie quotidienne : les difficultés étaient particulièrement visibles lorsqu'une urgence médicale réclamait une localisation et un acheminement rapide des secours. L'élaboration d'un plan classique d'adressage imposait un long processus et une démarche centralisée peu compatible avec l'organisation d'un territoire rural pour l'essentiel. Comment éviter une typologie fonctionnaliste de rues, boulevards et avenues, là où les habitants ne voient que des chemins et des repères ? Organiser une hiérarchie des voies de circulation, leur donner des noms et les imposer dans l'espace public participe ainsi d'une représentation du développement réputée universelle alors qu'elle est à la fois culturellement définie et mobilisatrice d'un coûteux système administratif.

Figure 3. Carte synthétisant la démarche menée par l'association Benka Life
Source : S. Tafam Feuyang et R. Monthe



Mettre en place à grande échelle une forme mieux adaptée de cartographie et d'adressage réclamait de s'appuyer sur les moyens locaux, sur les pratiques réelles et la lecture du territoire par les populations, tout en mobilisant les applications de localisation désormais largement diffusées grâce à la téléphonie mobile. Allier ainsi les savoirs territoriaux aux technologies disponibles pour tous a permis de mettre en place un plan d'adressage construit avec l'ensemble des parties prenantes : dispensaires de santé, décideurs publics, habitants... Le propos est tout autant de proposer une solution adaptée et immédiatement mobilisable par l'ensemble des parties présentes car coconstruite à chaque étape du processus, que d'expérimenter une méthode pouvant être reproduite sur d'autres territoires. Même si elle peut paraître limitée dans la précision de son dispositif, elle a en effet pour atout la vitesse de sa réalisation (quelques semaines) et la sobriété des moyens techniques et humains à mobiliser.

CONCLUSION

À la suite de l'inexorable raréfaction des ressources et de la sortie d'un régime de croissance illimitée, le constat est posé d'une montée des situations de précarité qu'une ingénierie territoriale réductrice et disparate ne permet plus de contenir. La création de savoirs territorialisés, à la fois transversaux et pluridisciplinaires, permet une meilleure prise en compte des spécificités, des

5 Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

6 Cette association loi 1901, présente en France et au Cameroun, est notamment animée par Christian Kalieu, urbaniste et universitaire camerounais, docteur en aménagement.

capacités et des initiatives des acteurs dans leurs territoires. Bien qu'il soit trop peu mobilisé sur la scène institutionnelle, ce processus facilitant permet d'appréhender les maux et d'identifier les marges de manœuvre des parties prenantes. C'est pourquoi son utilité n'apparaît pas tant seulement comme un outil d'agrégation de la multiplicité des savoirs territorialisés, portés par chaque individu, que comme concept social, qui permet de réinterroger le projet de développement de toute société locale. Cela nous amène à faire l'hypothèse que les savoirs territorialisés peuvent être appropriés comme un jeu d'alternatives dans la mobilisation des ressources du territoire, en nous inspirant des travaux menés sur les territoires apprenants (Bier, 2010).

Les auteurs alertent néanmoins sur cette démarche de coconstruction de savoirs territorialisés. Aujourd'hui mise en valeur dans certains écosystèmes d'intervention, elle semble corrélée à une attention affichée publiquement *a priori* bienveillante. Trois étapes semblent cependant indispensables dans cette montée en compétences : motiver, mobiliser et concerner. Cette vigilance fait écho aux travaux relatifs aux acteurs « absents » des scènes institutionnelles. Partir des préoccupations en présence permettrait d'enclencher une dynamique à moyen et long terme. Il revient alors au chercheur impliqué (ou à l'expert) d'articuler les différents chapitres d'intervention dans cette mise en récit des devenir du territoire. Enfin, au-delà d'enjeux de communication et de démonstration d'un territoire proactif, les savoirs territorialisés peuvent être envisagés comme des processus itératifs et non des indices ponctuels se contentant de qualifier un territoire de manière statistique.

RÉFÉRENCES

- Bier B., 2010, « Territoire apprenant : les enjeux d'une définition », *Spécificités*, n° 3, p. 7-18 [doi.org/10.3917/spec.003.0007].
- Bouba-Olga O., Grossetti M., 2018, *La mythologie CAME (compétitivité, attractivité, métropolisation, excellence) : comment s'en désintoxiquer ?* [hal.science/hal-01724699v2].
- Jeanneret J., 1994, « Territorialisation des savoirs, savoirs territorialisés ? », *Politiques et management public*, 12(2), numéro thématique « Administrer les savoirs : leur production, leur transmission, leur application, leur contrôle. Actes du 6^e colloque international, Genève, 25 et 26 mars 1993 », p. 53-74 [doi.org/10.3406/pomap.1994.3160].
- Mayen P., Métral J.-F., Tourmen C., 2010, « Les situations de travail », *Recherche et formation*, n° 64, dossier thématique « Les référentiels en formation. Enjeux, légitimité, contenu et usage », C. Chauvigné & Y. Lenoir (dir.) [doi.org/10.4000/rechercheformation.191].
- Nylan B., 2002, *Construire la société de la connaissance. Réflexions sur le processus de développement des connaissances*, Luxembourg, CEDEFOP.
- Offner J.-M., 2018, « La smart city pour voir et concevoir autrement la ville contemporaine », *Quaderni*, n° 96 [doi.org/10.4000/quaderni.1172].
- Ottevaere A.-C., Farineau M.-O., 2023, *L'ingénierie territoriale, une aubaine pour les territoires*, Paris, Caisse des dépôts, « Regard d'experts ».
- Scott J. C., 2021, *L'œil de l'État, moderniser, uniformiser, détruire*, Paris, La Découverte.
- Vanier M., 2008, *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*, Paris, Économica.
- Veltz P., 2019, *La France des territoires. Défis et promesses*, La Tour d'Aigues, L'Aube.

LES AUTEUR·ES

Lionel Prigent
UBO – Géoarchitecture
lionel.prigent@univ-brest.fr

Hélène Martin-Brelot
UBO – Géoarchitecture
helene.martin-brelot@univ-brest.fr

Maxime Pailler
UBO – Géoarchitecture
maxime@pailler.fr